



## Communiqués

# Emballage trompeur: les blindés suisses iront tout de même en Irak! Initiative populaire pour l'interdiction d'exportation d'armes.

Auteur(s): GSsA

Date: 13/03/2006

Selon le communiqué du Conseil fédéral du 10 mars 2006, le matériel de guerre obsolète de l'armée suisse sera à l'avenir renvoyé dans le pays d'origine "sans restriction (concernant notamment sa réutilisation ou sa réexportation à des pays tiers)". De cette manière, des affaires d'armement contestées, récemment mises en veilleuse, peuvent dorénavant être menées à bonne fin par la porte de derrière. Encore en octobre 2005, le projet de livraison de véhicules blindés M113 à l'Irak via les Emirats Arabes Unis fut abandonné sous la pression de l'opinion publique – dorénavant il y a de fortes chances que les blindés aboutiront quand même en Irak, via les Etats-Unis. Comme l'a rapporté la *WoZ* du 9 mars 2006, la réédition d'une deuxième affaire d'armement - délicate en termes de politique de paix – se profile à l'horizon: des chars de type Léopard 2 pourraient être exportés au Chili (ou en Turquie) via l'Allemagne.

A la lecture du rapport du groupe de travail interdépartemental publié le 10.03, il apparaît une fois de plus clairement qu'en matière de politique d'exportation d'armes, le gouvernement ne s'embarrasse pas de considérations de politique de paix. Comme d'habitude, on livrera du matériel de guerre obsolète à des pays qui passent outre au droit international au nom de la prétendue "guerre contre la terreur", afin de satisfaire leurs intérêts géopolitiques.

La Coordination (comité) du Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA) proposera à l'Assemblée Générale du GSsA du 30 avril 2006, de lancer une Initiative pour l'interdiction d'exportation de matériel de guerre. En ce moment même, d'intenses discussions ont lieu pour mettre sur pied une coalition avec d'autres organisations pacifistes, oeuvres d'assistance et partis politiques; un projet de texte de l'initiative est en chantier.

## Suite des informations

Le gouvernement suisse a par le passé autorisé des exportations d'armes hautement contestables, et des entreprises suisses de matériel de guerre ont tiré profit de trafics irresponsables. Grâce à l'Initiative prévue, un certain nombre de situations insoutenables seront évitées, en particulier:

- La Suisse approvisionne des pays qui participent à la prétendue "Guerre contre la terreur". Ces dernières années, les Etats-Unis et leurs alliés européens dans la "**Guerre contre la terreur**" faisaient partie des plus importants clients de l'industrie d'armement suisse. Par ces livraisons d'armes, la Suisse prend aussi part à cette guerre, dont l'enjeu n'est pas en réalité la lutte contre le terrorisme, mais la possession de ressources pétrolières (cf. *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift* ASMZ de mars 2006, p. 13ss). Par la "**Guerre contre la terreur**", soit les agressions contre l'Afghanistan et l'Irak, les Etats-Unis et leurs alliés européens ont contribué à la marginalisation de l'ONU. Le GSsA refuse catégoriquement toute participation à la "**Guerre contre la terreur**". Une interdiction générale d'exportation d'armes constituerait une contribution de la Suisse au renforcement de l'ONU, et un signe important en faveur du respect des Droits humains et du Droit international.
- A maintes reprises des armes, et du savoir-faire en matériel militaire, suisses aboutissent dans des zones de conflits. Des firmes suisses profitent ainsi de conflits armés. Par exemple, les livraisons d'armes **au Proche-Orient** démentent fondamentalement les efforts politiques en faveur de la paix. L'année dernière, l'Arabie saoudite, Bahreïn, l'Egypte, les Emirats Arabes Unis, la Jordanie, le Liban, Oman et le Koweït appartenaient aussi aux pays acheteurs de matériel de guerre suisse. Quant à Israël, l'industrie

d'équipement militaire suisse coopère étroitement avec ce pays pour le développement de matériel de guerre (drones).

- Par l'exportation d'armes dans des pays faiblement développés, la Suisse aggrave les tensions dans ces sociétés - tensions causées par une distribution inégale et injuste des ressources. La vente d'armes à des pays faiblement développés consomme des ressources nécessaires pour la formation, la santé et l'infrastructure publiques. En 2003 et 2004, la Suisse a par exemple exporté des véhicules blindés (Piranha de Mowag) pour une somme d'environ 100 millions de francs au Botswana. Dans ce pays, l'espérance de vie est de 34 ans et plus d'un tiers de la population est infectée par le SIDA. La Suisse ne doit pas se rendre complice de l'aggravation de la situation de la population locale.

Les scandales qui ont éclaté depuis l'été dernier ont montré que la réglementation actuelle est trop lâche. Au sein du **gouvernement suisse**, dans lequel un ancien industriel de l'armement est représenté par Christophe Blocher (technique de mise à feu de l'entreprise Patvag), **il manque la volonté politique** de respecter les dispositions légales. Par leur Initiative pour l'interdiction d'exportation d'armes, le GSsA et d'autres forces vouées à une politique de paix proposent une législation qui ne soit plus sujette à interprétations.

Il est moralement répréhensible que des entreprises d'armement suisses tirent profit de conflits armés et de guerres. Si la Suisse exporte des armes, elle doit s'attendre à ce que ces dernières soient utilisées. Pourtant, les armes ne procurent pas la sécurité, mais engendrent l'insécurité. Les armes sont la condition essentielle des conflits armés et des guerres. **Quiconque s'engage pour un monde plus pacifique doit veiller à ce que moins d'armes soient disponibles partout dans le monde.** La Suisse, par l'interdiction d'exporter des armes, pourrait contribuer à un monde plus sûr. En outre, l'interdiction d'exportation d'armes constituerait pour la Suisse un fort signal de reconnaissance internationale.

